

Ni Le Pen ni Macron ! Front unique ouvrier contre les exploiteurs et leurs partis !

Tous les travailleuses et travailleurs conscients ainsi qu'une partie de la jeunesse sont inquiets. Avec 7,76 millions de voix, le score du parti fascisant RN augmente, passant de 23,3 % des voix en 2019 à 31,4 %. Même si les grandes villes résistent, il arrive en tête dans plus de 32 000 communes. Son concurrent Reconquête obtient 5,5 % avec 1,35 million de voix. La montée n'est pas propre à la France. Aux élections au Parlement européen, les partis xénophobes arrivent en tête en Autriche, progressent fortement en Allemagne, Espagne, Roumanie, Bulgarie, Danemark, Lettonie, Pays-Bas, Portugal, Pologne. En Hongrie, en Italie, ils gouvernent déjà. Ce n'est pas limité à l'Europe : demain peut-être les États-Unis, déjà en Argentine, Inde, en Israël, etc.

Le rétablissement du capitalisme en Russie et en Chine voici 30 ans, la politique des partis « réformistes » au parlement et au gouvernement, la collaboration des bureaucraties syndicales aux plans anti-ouvriers, le sabotage des mouvements sociaux par les directions syndicales, le chauvinisme adopté par les directions traditionnelles de la classe ouvrière, tout cela démoralise la classe ouvrière et facilite la tâche des démagogues nationalistes, xénophobes et racistes.

Par exemple, en France, le score du RN est largement dû au fait que, au second tour de la présidentielle, les partis « réformistes » et les directions syndicales ont appelé à voter Macron contre Le Pen. Puis, quand Macron s'en est pris au droit à la retraite des travailleurs salariés, l'Intersyndicale (aidée par LFI, le PS, le PCF, LO, les NPA, RP...) a empêché la grève générale pour ne pas nuire au capitalisme français. À l'Assemblée, les députés « réformistes » se sont alliés avec Le Pen contre Macron. Des « journées d'action » et de l'effacement des frontières de classe, ont résulté une rude défaite et un accroissement de la confusion dans les rangs des masses. Lors de la loi Macron-Darmanin contre les immigrés, les députés réformistes ont de nouveau voté avec ceux du RN.

Le PS, le PCF, le PS, ralliés par le NPA-AC et le POI, contiennent dans cette voie, celle de la collaboration de classe. Ils font croire qu'il y a une solution dans les urnes et dans l'Assemblée nationale. Pour obtenir ou conserver des sièges de député, ils constituent un Nouveau front populaire avec des débris de la bourgeoisie (PP, EELV, PRG...) qui interdit forcément la mobilisation sur la base des revendications des travailleurs. Demain, ils appelleront au second tour à voter LR ou Renaissance en cas de duel avec le RN, ce qui apportera encore de l'eau au moulin des partis xénophobes. La plupart des directions syndicales (CFDT, CGT, SUD, UNSA) emboîtent le pas au NFP ; d'autres (FO, CFTC, noyautés par le RN) affectent une neutralité irresponsable.

Certes, le RN ou Reconquête ne sont pas des partis fascistes qui s'en prennent physiquement aux grévistes, aux organi-

sations ouvrières, aux Arabes. Mais, ce sont des partis bourgeois dont le fonds de commerce est d'accuser les travailleurs immigrés et les réfugiés politiques d'être responsables des effets délétères du capitalisme pourrissant : chômage, pauvreté, délinquance, détérioration des services publics... Dans leur sillage, les groupes fascistes se renforcent et s'enhardissent.



Le RN et Reconquête mystifient les petits bourgeois en leur faisant croire qu'ils vont établir la sécurité avec plus de flics et de soudards, qu'ils vont rétablir la prospérité capitaliste avec plus de protectionnisme. Ils dupent même les prolétaires les plus arriérés en leur promettant la lune. Leurs promesses sociales sont autant du vent que celles de Macron et des partis bourgeois « républicains ». Déjà, Bardella vient de remiser aux calendes grecques la promesse du RN de revenir à la retraite à 60 ans. Par contre, un gouvernement Le Pen-Bardella-Ciotti-Maréchal soutiendrait encore plus Israël ; il persécuterait encore plus les travailleurs étrangers ; il redoublerait les attaques contre l'école publique, les hôpitaux publics, les fonctionnaires, les chômeurs ; il réprimerait plus violemment les grèves, les mouvements des étudiants, les Kanaks ; il faciliterait l'empoisonnement de l'environnement ; il restreindrait l'accès à l'avortement ; il limiterait le pluralisme de l'information et s'en prendrait à la création culturelle...

Pour se débarrasser de Macron et bloquer la route à Le Pen, il faut s'organiser dans les entreprises, les administrations, les quartiers, les lieux d'études. Assemblées générales démocratiques partout pour discuter et décider, pour exiger le front unique ouvrier des organisations ouvrières, partis et syndicats pour : Abrogation de toutes les mesures anti-ouvrières, retraite à 60 ans et 37,5 années de cotisation immédiatement ! Sauvetage de la santé publique et de l'enseignement public ! Fin des licenciements économiques, baisse du temps de travail pour embaucher ! Augmentation de salaires et indexation des salaires et de toutes les prestations sociales sur les prix ! Suppressions des impôts indirects sur la consommation populaire et hausse des impôts directs sur les grandes fortunes ! Mêmes droits pour tous les travailleurs, ouverture des frontières aux travailleurs des autres pays et aux réfugiés ! Autodéfense contre les flics et les fascistes, dissolution de l'armée professionnelle et des corps de répression ! Plus une arme à Israël, indépendance de la Kanaky !

Seul un gouvernement des travailleurs peut imposer ces mesures d'urgence et ouvrir la perspective des Etats-Unis socialistes d'Europe. Voilà pourquoi il faut construire un parti ouvrier révolutionnaire.

13 juin 2024